Zeitschrift: Bulletin pédagogique : organe de la Société fribourgeoise d'éducation et du Musée pédagogique

Herausgeber: Société fribourgeoise d'éducation

Band: 89 (1960)

Heft: 11-12

Rubrik: Un problème grave : l'enseignement en Europe

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Un problème grave :

L'enseignement en Europe

M. Jean Monnet, président du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe, ancien Président de la Haute Autorité, vient, en novembre dernier, de rappeler devant l'Assemblée générale des Syndicats libres des pays du Marché commun le but de l'Europe que nous voulons faire ensemble : améliorer les conditions de vie des hommes et renforcer la paix.

D'excellentes réalisations sont à porter à l'actif des constructeurs de l'Europe de demain, constate-t-il en substance, en songeant aux diverses unions économiques existantes.

Cela ne suffit pas à nous assurer un avenir « européen » stable, définitif : l'allocution de M. Monnet se poursuit en un véritable cri d'alarme quand il envisage les aspects de l'Europe scolaire actuelle.

C'est cette seconde partie du discours de M. Monnet que nous avons tenu à vous présenter : elle ne fera que préciser le rôle réservé aux enseignants de tous pays dans l'édification de l'Europe.

Nous pouvons déjà, avec raison, penser que l'action européenne que nous avons poursuivie commence à unir nos pays autrefois ennemis. Elle a eu des conséquences heureuses, politiques et humaines, mais les problèmes que nous avons traités – Charbon-Acier, Marché commun, Euratom – sont des problèmes matériels. Nos efforts ont été tendus surtout vers la création de conditions rendant possible une amélioration plus rapide de notre niveau de vie.

Maintenant, il apparaît que le but que nous poursuivons nécessite pour être atteint un nouvel effort, complément indispensable à ceux déjà accomplis, celui de l'enseignement de nos enfants, des hommes et des femmes de demain.

L'unification économique, éventuellement politique, de nos pays ne peut porter pleinement ses fruits que si le souci de la formation des hommes devient un élément essentiel de l'action de nos six pays. Quand je dis « les hommes », je pense à tous, des ouvriers aux plus hauts cadres.

Il s'agit là d'un *problème grave.* J'en proposerai la discussion au Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe – dont vous et vos camarades des syndicats chrétiens faites partie – lors d'une très prochaine réunion, afin de déterminer quelle action urgente entreprendre ensemble. Mais, déjà, je veux vous en entretenir aujourd'hui.

*

L'économie industrielle et agricole du XIXe siècle pouvait progresser sur la base de l'enseignement primaire distribué à tous les travailleurs et d'un nombre limité de cadres formés dans les grandes écoles et les universités. De nos jours, l'expansion économique de l'Europe, pour prendre le large essor que rend possible à la fois l'unification économique et les facteurs techniques nouveaux, *exige également que soit multiplié le rythme de formation* des personnes qualifiées et des cadres scientifiques et techniques, dans des proportions dont nous ne soupçonnons pas l'ampleur.

Il y a un fait fondamental que nous devons constater : avec la nouvelle révolution industrielle et scientifique dans laquelle le monde s'engage, les facteurs humains (génie inventif, ingéniosité technique) vont jouer le rôle prépondérant qui était celui des ressources naturelles au siècle précédent. Dans la compétition pacifique de caractère économique, qui s'ouvre entre les nations, *l'avenir est à celles qui se donneront le système scolaire le plus complet*, à celles qui tireront le meilleur parti de l'intelligence de leur jeunesse, de toute leur jeunesse !

Certes, dans le domaine de la connaissance et de l'intelligence, l'Europe est forte de son passé, de ses traditions, des qualités innées de ses populations, de leur capacité créatrice. *Mais elle n'utilise pas pleinement ses possibilités.* Si elle n'y prend garde, *elle est en train de prendre un retard sérieux sur le plan scientifique et technique*, retard qui sera bientôt irrémédiable.

La construction économique de l'Europe que nous réalisons ensemble ne portera ses pleins effets que si nos pays *mettent fin au gaspillage de l'intelligence de leur jeunesse* par une véritable démocratisation de l'accès aux plus hautes études.

Déjà, des progrès réels ont été accomplis dans ce domaine. Mais *ils sont insuffisants* et *trop lents ;* une action énergique doit être entreprise de toute urgence.

L'expansion de l'enseignement ne peut se faire que par l'arrivée massive de tous les enfants, de vos enfants, dans les enseignements du second degré, généraux ou techniques, et dans l'enseignement supérieur. En d'autres termes, l'accès aux études longues doit devenir un fait normal pour tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale. Or nous devons bien reconnaître que ce n'est pas le cas actuellement. On peut estimer que dans la Communauté plus de 50 % des enfants d'ouvriers et de paysans ne reçoivent pas d'autre formation générale que celle de l'école primaire. Huit sur dix enfants des hauts cadres entrent dans les établissements secondaires qui ouvrent la voie normale des études supérieures, tandis qu'à peine deux sur dix enfants d'ouvriers et de paysans suivent la même voie.

Au moment où, grâce au progrès économique, s'établit entre le temps réservé au travail et le temps réservé aux loisirs un meilleur

équilibre, l'accès à toutes les formes de la culture, même les plus hautes, *peut* et *doit* devenir le fait du plus grand nombre et ne plus être réservé à une minorité.

D'autre part, au milieu d'un monde qui se mécanise et dans lequel les techniques spécialisées prennent une part de plus en plus large dans la formation et la vie professionnelle, l'on doit se soucier davantage de sauvegarder le besoin propre de la pensée et de la vie intérieure.

Ce droit à la culture, qui est affirmé solennellement dans la Déclaration universelle des Droits de l'homme, restera purement théorique pour une jeunesse qui n'aurait connu d'autres études générales que les études primaires, quelle que puisse être leur qualité. Il ne faut plus engager l'enfant dans la vie professionnelle dès la fin des études primaires, à l'âge où il commence seulement à penser. La prolongation de l'enseignement au-delà des études primaires, l'accès de la masse à des niveaux d'études qui furent longtemps réservés à une petite élite dirigeante, n'est d'ailleurs pas seulement une condition de la dignité et du bonheur de chaque homme, quelle que soit sa profession, c'est un impératif de l'avenir de nos démocraties.

L'exercice d'une démocratie suppose, en effet, que tous les citoyens soient capables de se déterminer eux-mêmes et d'assumer une même responsabilité dans les affaires communes ; chaque citoyen devrait donc avoir une capacité réelle d'analyser et de comprendre les problèmes nationaux et internationaux et de faire la critique des solutions qui lui sont suggérées. En raison de la complexité des problèmes nationaux et internationaux il ne peut jouer ce rôle s'il n'a reçu une solide formation intellectuelle et civique. Le progrès de l'instruction des masses est une condition de la sauvegarde de la liberté et de la démocratie.

A cet égard, l'Europe occidentale, où l'âge-limite de l'obligation scolaire demeure fixé généralement à 14 ans, est sensiblement en retard par rapport à d'autres pays modernes dans le domaine de l'instruction des masses.

Est-elle plus favorisée quant à la formation de ses cadres ?

Bien au contraire ; le rythme de formation des cadres de toute nature y est considérablement plus lent qu'aux Etats-Unis ou en Russie.

On peut estimer que :

- l'U. R. S. S. forme aujourd'hui, chaque année, 1 ingénieur pour 3000 habitants ;
- les Etats-Unis forment aujourd'hui, chaque année, 1 ingénieur pour 5000 habitants ;
- l'Europe occidentale forme aujourd'hui, chaque année, 1 ingénieur pour 15 000 habitants.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, en reconnaissant qu'il n'y a pas nécessairement une équivalence dans les études et que certains étudiants américains ou russes seraient considérés en Europe comme des élèves de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement technique, comment ne pas être frappé par les chiffres suivants, pour une population du même ordre de grandeur :

- les Etats-Unis ont 3 000 000 d'étudiants,
- la Russie a 2 000 000 d'étudiants et
- la Communauté européenne 600 000 étudiants.

Sur ces deux points : formation de la masse, formation des cadres de la société, l'Europe occidentale se trouve dans une situation défavorable. Contrairement à ce que nous pouvions penser sur le développement de l'enseignement dans nos pays de vieille civilisation, les enseignements secondaires et supérieurs, loin d'être pléthoriques, apparaissent anémiés par rapport aux deux grands pays neufs.

*

L'instruction primaire obligatoire pour tous les enfants est aujourd'hui un fait acquis dans tous les pays d'Europe. Mais le minimum d'instruction obligatoirement donnée à tous est-il suffisant pour une communauté économique en voie de réunir les conditions qui permettent une extension constante du niveau de vie ?

De quelque point de vue que l'on se place, la réponse est : N O N.

Il nous faut :

- assurer à la masse de la population un niveau de culture générale beaucoup plus élevé par la prolongation de l'obligation scolaire et l'entrée de toute la jeunesse dans les études du second degré générales ou techniques ;
- permettre à tous les enfants, s'ils en ont la capacité et le désir, quelle que soit leur origine sociale, de poursuivre des études longues jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur.

Ces objectifs correspondent à un besoin actuel et urgent de la construction européenne. Ils soulèvent toutefois bien des difficultés et ne seront pas atteints sans que soient vaincues d'énormes résistances. Ils ne s'imposeront pas d'eux-mêmes – ou trop lentement. Une action positive et concertée doit être menée dans l'ensemble de nos six pays.

Pour les raisons que je vous exposais, il nous faut poursuivre ensemble activement l'unification européenne et dans ce cadre, adapter d'urgence l'enseignement de nos enfants aux perspectives nouvelles qui s'ouvrent à notre communauté.